



5 décembre 2019 : Manif pour les retraites – FSU

Il fut une époque où, pour contrebalancer le manque d'attractivité salarial de la profession d'enseignant, l'État avait imaginé des stratégies permettant de recruter, souvent parmi les classes sociales défavorisées et donc de faire fonctionner l'ascenseur social, puis de former

convenablement les personnels dont il avait besoin. Ce fut mon cas : l'école normale, l'engagement de 10 ans, le début de carrière à 18 ans, les études payées puis la garantie de l'emploi, le logement de fonction, les vacances et la retraite à 55 ans compensaient les maigres salaires. C'était l'époque où l'État et les classes dirigeantes ne lésinaient pas pour avoir un système éducatif à la hauteur des enjeux des besoins du pays.

Sans vouloir donner dans le passésisme, en ânonnant : « c'était mieux avant », on ne peut que constater que l'État a perdu sa vision prospective, stratège en étant l'architecte du pays en termes de besoins et de potentialités. Tout ça au profit des intérêts égoïstes des actionnaires des grandes entreprises du CAC 40 et des grandes banques. L'Education Nationale, tout comme les autres services publics d'ailleurs, ne sont plus que des coûts à réduire, de la même façon que les entreprises publiques sont vendues à l'encan. La dégradation de notre système de retraite s'inscrit dans ce moins-disant social européen et mondial dont l'objectif non avoué est de préserver les revenus du capital.

*Malgré l'augmentation de la proportion des personnes âgées de plus de 65 ans (il y avait 13 millions de + de 65 ans en 2018, ils seront 9 millions de plus en 2070), la « règle d'or » que Macron veut imposer consiste à **plafonner les dépenses de retraite à 14 % du PIB, soit son niveau actuel**. Si la part du PIB est la même pour 13 millions que pour 22, on n'ose imaginer quel va être le niveau moyen des retraites dans 50 ans...*

Quels moyens veut-il mettre en oeuvre pour y parvenir ? Diminuer le montant des pensions et retarder l'âge de départ à la retraite. La retraite par points est l'outil parfait pour parvenir à ces deux objectifs :

on va passer d'une retraite par répartition (schématiquement, les actifs financent par leurs cotisations les pensions des retraités) à un système par points où le salarié cotise pendant toute sa vie active en achetant des points. Le projet vise à instaurer une contributivité très stricte entre la somme des cotisations versées et le niveau des pensions. En faisant compter les cotisations de tous les jours travaillés sur l'ensemble de la vie active, le gouvernement installe au coeur du système un programme d'incitation généralisée au travail et tend à rendre l'individu responsable de sa retraite.

En donnant l'illusion de récupérer sa propre mise, comme si sa cotisation était un épargne et en développant l'esprit individualiste d'accumulation, le pas est vite franchi vers la retraite par capitalisation, à l'américaine. Mais le but du capitalisme actuel, sans entraves, n'est-il pas faire profit de tout, de tout « marchandiser » ? Les retraites, tout comme la santé, les services et

entreprises publiques (voir ADP, les barrages,...) sont regardés avec gourmandise par les fonds d'investissement internationaux...

En tous cas, en Suède, où ce système est installé depuis 20 ans, le taux de pauvreté des + de 64 ans a explosé, ils ont vu leurs pensions baisser et sont souvent obligés de travailler pour compléter leurs retraites : 38 % des plus de 67 ans ont un revenu provenant d'un salaire !

Pour en revenir aux enseignants, le manque d'attractivité du métier fait qu'ils sont de moins en moins nombreux à postuler. La difficulté de recrutement est réelle. Manque de motivation, lourdeur de la tâche, autoritarisme croissant de la hiérarchie, lacunes de formation, salaires en queue de peloton de l'UE, la perspective désastreuse de la retraite (les enseignants seraient les plus impactés par la « réforme » - ils perdraient, selon les estimations, entre 400 et 900 euros de pension par mois tout en se voyant obligés de partir à 64 ans dans le meilleur des cas), on est loin du tableau idyllique que l'on présente parfois en évoquant les enseignants.

Quand on sait que l'espérance de vie en bonne santé stagne à 65 ans chez les femmes et 63 chez les hommes, ça va être un peu dur pour profiter de sa retraite...Ceci à une époque où la catastrophe annoncée du réchauffement climatique, la complexité croissante du monde qui nous entoure, les enjeux économiques et sociaux nécessitent des réponses scientifiques et humaines, donc de la recherche, de l'organisation, donc de la matière grise et donc des enseignants. On n'en prend pas le chemin.